



# Conférence des États parties à la Convention des Nations Unies contre la corruption

Distr. limitée  
29 novembre 2013  
Français  
Original: anglais

## Cinquième session

Panama, 25-29 novembre 2013

### Projet de rapport

Rapporteur: **Hu Bin** (Chine)

#### Additif

## VII. Examen de l'application et assistance technique

1. À ses 6<sup>e</sup> et 7<sup>e</sup> séances, les 28 et 29 novembre 2013, la Conférence des États parties a examiné les points 2 et 3 de l'ordre du jour, respectivement intitulés "Examen de l'application de la Convention des Nations Unies contre la corruption" et "Assistance technique".
2. M. Paulus Noa (Namibie), en sa qualité de Vice-Président de la Conférence, a présidé les débats. Dans ses observations liminaires, il a rappelé la résolution 3/1 de la Conférence, qui marquait l'adoption historique du Mécanisme d'examen de l'application, et la résolution 4/1, dans laquelle la Conférence faisait sienne les travaux du Groupe d'examen de l'application. Il a rappelé que le Mécanisme d'examen de l'application avait pour objectif d'aider les États parties à identifier et justifier les besoins spécifiques d'assistance technique, et de promouvoir et faciliter la fourniture de cette assistance.
3. Le secrétariat a donné un aperçu des principales conclusions des rapports thématiques et régionaux sur l'application, dans lesquels étaient analysés les 44 examens de pays menés à bien. Ces informations figurent dans les documents CAC/COSP/2013/6 à CAC/COSP/2013/12.
4. Le secrétariat a également fait le résumé des besoins d'assistance technique qui ressortaient des examens de pays et présenté une vue d'ensemble des activités d'assistance technique menées aux niveaux mondial, régional et national pour aider les États parties à appliquer efficacement la Convention. Ces informations figurent dans les documents CAC/COSP/2013/4 et CAC/COSP/2013/5.
5. Afin d'éclairer le débat, le secrétariat a organisé une table ronde sur l'examen de l'application. Les représentants du Timor-Leste, de l'Organisation des États américains (OEA) et du Conseil de l'Europe ont été invités à y participer.



6. Le représentant de l'OAE a brièvement présenté le Mécanisme de suivi de la mise en œuvre de la Convention interaméricaine contre la corruption mis en place par les États parties à ladite Convention en vue de son application effective. Jusqu'à présent, 31 des 33 États parties prenaient part à ce mécanisme. Pour orienter ses travaux, le mécanisme avait élaboré des questionnaires, une méthodologie de déroulement des visites sur place et un modèle pour la préparation des rapports de pays. Les travaux du mécanisme étaient organisés suivant une structure thématique, chaque partie de la Convention faisant l'objet de cycles d'analyse distincts. Jusqu'à présent, 98 rapports avaient été adoptés dans le cadre du mécanisme. Tous les rapports, avec les recommandations qu'ils contenaient, étaient accessibles au public. Dès le deuxième cycle d'analyse, le mécanisme avait également commencé à donner suite aux recommandations adoptées dans les rapports établis à l'issue du cycle précédent. Le mécanisme prévoyait également la participation active de la société civile et du secteur privé.

7. Le représentant du Conseil de l'Europe a brièvement présenté aux participants le mécanisme d'examen qui avait été mis en place sous l'égide du Groupe d'États contre la corruption (GRECO). Ce mécanisme d'examen suivait une organisation thématique axée sur les 20 principes directeurs pour la lutte contre la corruption et les dispositions connexes de la Convention pénale sur la corruption du Conseil de l'Europe. On en était actuellement au quatrième cycle du mécanisme. L'évaluation s'appuyait principalement sur des questionnaires et des visites sur place. Les rapports établis étaient accessibles au public et régulièrement traduits dans les langues des pays examinés. Le mécanisme comprenait également une procédure spéciale d'examen du respect des recommandations destinée à garantir le suivi des recommandations formulées lors du cycle précédent. Cette procédure avait largement favorisé le suivi efficace et rapide des recommandations par les membres du GRECO et permis d'obtenir un taux d'application moyen de 78 % de toutes les recommandations formulées depuis l'adoption du mécanisme d'examen.

8. L'intervenant du Timor-Leste a présenté l'Initiative Banque asiatique de développement/Organisation de coopération et de développement économiques de lutte contre la corruption en Asie et dans le Pacifique. Cette initiative regroupait 31 membres et comprenait un groupe consultatif constitué de plusieurs organisations internationales, de partenaires de développement bilatéraux, ainsi que d'organisations de la société civile et d'associations professionnelles compétentes. Le mécanisme d'examen par des pairs visait à faire progresser l'application de la Convention des Nations Unies contre la corruption et à établir une plate-forme d'apprentissage mutuel et d'échange d'expériences entre les membres. L'examen était organisé de façon thématique et son premier cycle avait été principalement consacré aux dispositions de la Convention relatives à l'incrimination, à la détection et à la répression. Les rapports établis étaient mis à la disposition du public et contenaient des analyses horizontales et des recommandations à l'intention des membres.

9. Formulant des observations au sujet de la table ronde, un État partie a exprimé son ferme soutien au Mécanisme d'examen de l'application de la Convention et a souligné l'effet positif de ce dernier sur les efforts de lutte contre la corruption dans son pays. Il a également indiqué qu'à l'avenir, les États parties devraient participer à la composition des groupes d'experts choisis par le Secrétariat pour éclairer le débat au titre de certains points de l'ordre du jour. Il a noté qu'il était malavisé d'inclure

l'OEA au sein du groupe, étant donné que les États membres de la région d'Amérique latine étaient exclus par cette organisation pour des raisons politiques.

10. En vue d'éclairer le débat, le Secrétariat a organisé une table ronde sur l'assistance technique. Les représentants de Sao Tomé-et-Principe, du Royaume-Uni, du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), du Pacte mondial et de Transparency International ont été invités à y participer.

11. L'intervenant de Sao Tomé-et-Principe a présenté l'expérience de son pays, qui a tiré parti du rapport d'examen de pays détaillé pour élaborer un plan d'action visant à mieux lutter contre la corruption. Il a également insisté sur l'importance de la coopération entre les diverses autorités nationales et l'ONUSUD pour cerner les besoins d'assistance technique. L'intervenant a en outre souligné l'importance de la sensibilisation du public et de la participation de la société civile et du monde universitaire pour utiliser au mieux la Convention.

12. L'intervenant du Royaume-Uni a mis l'accent sur le rôle important que la Convention devrait avoir pour les objectifs de développement pour l'après-2015. Il a recensé trois principaux défis à relever dans la prestation de l'assistance technique. Le premier était de veiller à adopter une approche globale pour cerner et analyser les besoins d'assistance technique, et non une approche "fragmentaire" qui porterait seulement sur certaines parties de la Convention. Le deuxième était de traduire les difficultés techniques en résultats politiques et le troisième était de savoir comment mesurer les progrès accomplis. L'intervenant a conclu sa présentation en soulignant qu'il n'était pas possible d'atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement si l'on ne s'efforçait pas d'appliquer intégralement la Convention.

13. Le représentant du PNUD a souligné que la lutte contre la corruption entravait fortement le développement et que l'application de la Convention devait figurer parmi les objectifs du Millénaire pour le développement pour l'après-2015. Il a présenté plusieurs formules dans ce sens, notamment la définition d'un objectif distinct consacré à la lutte contre la corruption. L'orateur a également mentionné une limitation majeure concernant l'ajout d'un tel objectif, à savoir l'absence de dialogue entre ceux qui mènent des discussions sur les objectifs de développement pour l'après-2015 et ceux qui s'employaient à appliquer la Convention.

14. Le représentant de Transparency International (Mexique) a rappelé qu'il était important d'inclure la lutte contre la corruption dans les objectifs de développement pour l'après-2015 et a appelé à une participation plus active de la société civile au dialogue sur le sujet.

15. Le représentant du Pacte mondial a rappelé le principe 10 du Pacte, sur la prévention de la corruption, et a en outre souligné la nécessité d'inclure la lutte contre la corruption dans les objectifs de développement pour l'après-2015, en particulier en ce qui concerne la passation des marchés publics à l'appui du développement durable. Dans ce contexte, il a aussi insisté sur l'importance des efforts des entreprises pour améliorer la gouvernance d'entreprise, l'action collective novatrice et les initiatives de partenariat public-privé.

16. Dans le débat qui a suivi, plusieurs orateurs ont convenu de la nécessité d'adopter une approche globale pour concevoir et exécuter les programmes d'assistance technique, ainsi que pour trouver un équilibre entre prévention et

répression dans la lutte contre la corruption. La question de la suite à donner aux besoins d'assistance technique recensés au cours du processus d'examen a été examinée et la proposition de déployer une mission de suivi et d'élaborer un plan d'action a été accueillie favorablement dans ce contexte. Un orateur a également estimé qu'il fallait considérer la corruption comme un crime universel.

---